

Revue québécoise de droit international
Quebec Journal of International Law
Revista quebequense de derecho internacional



CONCLUSION

René-Jean Dupuy

Volume 7, numéro 2, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1101010ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1101010ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de droit international

ISSN

0828-9999 (imprimé)

2561-6994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dupuy, R.-J. (1991). CONCLUSION. *Revue québécoise de droit international / Quebec Journal of International Law / Revista quebequense de derecho internacional*, 7(2), 251–255. <https://doi.org/10.7202/1101010ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de droit international, 1991

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

CONCLUSION

René-Jean DUPUY*

Je suis très touché des propos que mon cher ami Jacques-Yvan Morin vient de tenir à mon endroit. J'y retrouve toute la chaleur de ce cœur québécois dont j'ai depuis longtemps pu apprécier l'extraordinaire qualité d'amitié. C'est bien ce mouvement du cœur qui nous a aussi, nous-mêmes internationalistes français, poussés à accepter immédiatement cette idée de nous retrouver ici avec nos collègues du Québec, pour étudier quelques problèmes essentiels de la rencontre des continents telle qu'elle se reproduit de nos jours. Je crois pouvoir dire combien ces rencontres ont été un grand succès grâce à la valeur du travail des rapporteurs, grâce aussi à l'extraordinaire mérite des organisateurs et au premier rang desquels je tiens à saluer notre ami Daniel Turp. Grâce aussi à un ensemble de circonstances et d'efforts conjugués qui ont permis une rencontre assez miraculeuse de talents, de bonnes volontés, d'adhésions mutuelles à la même entreprise.

On me demande de tirer des conclusions. Il s'agit, à dire vrai, non de dresser une synthèse qui serait impossible, compte tenu de l'extraordinaire largeur des domaines ici examinés, mais de conclusions plutôt fondées sur des considérations qui viennent à l'esprit à la lumière des problèmes qui, dans ce colloque, devaient retenir nos attentions. Évidemment des divergences apparaissent partout dans le monde. Il y en a entre l'Amérique et l'Europe comme à l'intérieur de chacune d'elles. N'y en a-t-il pas à l'intérieur de chacun de nos pays comme au sein de nous-mêmes? Sauf qu'aujourd'hui, on se trouve en présence de phénomènes de déstructuration sociale interne qui ont des implications internationales du seul fait qu'elles sont assorties de violences se déroulant non seulement entre États, mais aussi sur un plan transnational entre collectivités diverses. On nous avait dit que l'ennemi avait disparu et nous découvrons, parfois avec surprise, que l'ennemi est partout, attaquant tous ceux qu'il peut atteindre.

Sans doute ne faut-il pas désespérer : on observe tout de même des convergences. Il s'en trouve plus volontiers sur les buts que sur les moyens alors qu'échappant au conflit d'intérêts à court ou moyen terme, le but semble se situer dans l'ordre du bien commun universel. L'aspiration à une réalisation de caractère abstrait, sinon vague, rassemble plus aisément car, comme quelqu'un d'inspiré l'a dit : « tout ce qui monte converge ».

Pourtant, il faut bien reconnaître que pour nous, livrés à ces convergences et à ces divergences, qui ne se situent pas uniquement dans l'ordre de la pensée, mais qui prennent corps dans la vie des peuples, nous balançons toujours entre deux sollicitations, entre l'héritage et la promesse. Le premier nous alourdit, la seconde au contraire nous libère. Essayons de conduire cette réflexion en partant de l'héritage et en accédant, si possible, à la promesse.

I. L'héritage

L'héritage des divergences et des convergences, est fait de ce que les sociologues comme Pareto ou Valras appelaient les résidus. Or les lieux de mémoire, ne sont pas toujours des lieux de regret et de mélancolie; ce sont aussi des lieux de haine (nous nous en rendons compte aujourd'hui plus que jamais dans l'Europe de l'Est). Nous nous posons ici une double question : de quelle Amérique, de quelle Europe parlons-nous?

Quelle Amérique? La grande bien sûr, celle de l'ALÉNA et non pas seulement des États-Unis. Mais, comment passer au second plan de nos préoccupations le fait que les États-Unis constituent le centre de cette NAFTA?

Cela nous amène à nous remémorer un certain nombre de faits et tout d'abord que l'Amérique s'est découverte comme une non-Europe. L'Amérique, comme nation, s'est créée en tournant le dos à l'Europe. Les *pilgrim fathers* ont voulu quitter la terre du péché, de la misère, de l'intolérance religieuse et de la guerre. Comme le disait Thomas Paine, ils sont partis dans le dessein de créer un monde nouveau, un nouveau monde, une nouvelle Jérusalem, en reprenant la marche que le peuple élu avait dû interrompre dans son histoire. On peut dire que l'Amérique est née de l'oubli, de la volonté d'oublier l'Europe. « To forget », fut un verbe créateur. C'est ainsi qu'est né l'isolationnisme, revendication puritaine qui exprime une volonté de se mettre en marge de l'histoire, laquelle continuera à se dérouler avec toutes ses turpitudes dans la vieille Europe, alors qu'au Nouveau monde on aura les mains propres. Et Jefferson s'exclamait : « Je voudrais qu'un océan de flammes séparât le nouveau monde de l'ancien ».

Voilà le départ : divergence évidente, et peu encourageante. Il en restera toujours des traces. Sans doute cet isolationnisme finira-t-il par être surmonté parce qu'il y a au sein de l'Américain, tout à la fois le sens de l'isolement et la tendance au messianisme. Ainsi s'explique la démarche de l'homme d'affaires prédicant, porteur en Chine de la Bible et du carnet de commandes, cependant qu'en Amérique latine on tente d'expliquer aux frères du Sud comment ils devraient se gouverner démocratiquement et respecter les contrats. Cette double tendance du repli sur soi et du prône à prononcer à travers le monde se manifestera tout au long du XIX^e siècle. Mais, après la seconde guerre mondiale, le messianisme du « monde libre » l'emportera. Pourtant, en dépit de la générosité que les Américains ont manifestée à l'égard de l'Europe, pour sa libération et sa reconstruction, en dépit du plan Marshall, des malentendus se poursuivront, entretenus aussi bien à partir de l'Amérique qu'à partir de l'Europe, elle aussi alourdie par ses propres préjugés anti-américains. D'où toute une série de contradictions que les États-Unis ont beaucoup ressenties pendant la guerre froide. D'un côté ils souhaitaient la constitution d'une Europe forte, capable de résister à l'expansion de l'Union Soviétique, mais d'un autre côté, ils éprouvaient des craintes devant la montée de cette puissance commerciale qui prenait force dans la Communauté de Bruxelles.

* Professeur honoraire au Collège de France, Président de la Société française pour le droit international, Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Institut de France).

Aujourd'hui, la question se pose : l'Amérique va-t-elle se tourner vers l'Europe ou, au contraire, va-t-elle entendre plutôt les appels du Pacifique? Teddy Roosevelt a dit « Après avoir vécu dans l'ère méditerranéenne, nous sommes aujourd'hui dans l'ère Atlantique, mais ce siècle ne finira pas avant que nous entamions une nouvelle ère, celle du Pacifique ».

Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui tout le monde, dans une planète aussi exigüe que la nôtre, se sent plus ou moins riverain du Pacifique, et sollicité par lui. Les États-Unis, alertés par l'exemple du Japon, savent ce que va représenter la Chine demain, entourée de dragons habiles virtuoses de l'électronique. Comment les Américains résisteraient-ils aux signaux qui viennent du Pacifique? Après tout, ne vont-ils pas reprendre la marche vers l'Ouest, celle qui consiste à tourner systématiquement le dos à l'Europe, elle qui, pour reprendre le titre d'une comédie de Beaumarchais, apparaît aux yeux de l'Américain du Nord et du Sud, comme la « mère coupable ».

La question se pose d'autant plus que l'on nous raconte de tous côtés que les États-Unis sont en déclin. Ils n'ont plus l'excédent commercial qui fut un des facteurs de leur prospérité. Ils n'ont plus une vaste capacité de fournir des capitaux à long terme aux pays en développement; ils n'ont plus une puissance industrielle et technologique incomparable; et dans l'ordre militaire, ils ont conduit les opérations du Golfe comme des mandataires soutenus financièrement par l'Allemagne, par le Japon, cependant que le Conseil de sécurité leur délivrait des manières de lettres de course pour conduire la guerre.

Ce déclin, sur lequel certains auteurs ont beaucoup insisté, a été exagéré. Bien sûr, on constate un déficit budgétaire; un énorme déficit dans la balance des paiements et un non moins grave déficit social, extrêmement inquiétant; dans l'ordre de l'éducation, de l'infrastructure routière, dans la misère qui s'est développée avec une rapidité d'autant plus surprenante que les Américains espéraient avoir laissé la misère, comme le péché originel, en Europe. Or, on la découvre aujourd'hui comme un cancer; et cette détérioration sociale se mêle à des difficultés ethniques qui frappent par leur diversité. Plus que jamais, les Américains se définissent par leurs origines : on distingue les latino-américains, les afro-américains, les « Asian-Americans ». Il y a aussi les « Native Americans » qui sont les Indiens, les « Caucasians » et, finalement, les « Euro-Americans ». On redécouvre ainsi tout d'un coup pour ces derniers leur identité à partir de la vieille Europe. Le « melting pot » est dans la détresse.

Ces strates, nombreuses et importantes, sont préoccupantes car elles engendrent des conflits interethniques déjà manifestes.

Il n'empêche que malgré tous ces facteurs d'affaiblissement, les capacités des États-Unis pour le leadership restent considérables. Les spécialistes les plus autorisés le reconnaissent et cela nous pousse à nous demander si, face à ce leadership américain, il ne faut pas souhaiter mettre en place un contrepoids, constitué par des pays dont les intérêts ne se réduisent pas à ceux des États-Unis, un contrepoids qui ne soit point systématiquement contestataire, mais qui reste ouvert à la concertation. Encore que toute concertation, toute négociation soit un affrontement, elle a pour objet d'organiser une coopération. Encore faut-il que le contrepoids ait une capacité réelle.

Or, deux expressions américaines se révèlent ici éclairantes : l'une est celle de l'« unequal partnership » et l'autre, celle du « leadership with partnership ». Il est certain que le partnership inégalitaire n'est guère séduisant. En revanche est plus attirant un « leadership with partnership », en association avec un ensemble de nations disposées à amener celui qui détient ce leadership à l'exercer en coopération avec elles, compte tenu du fait qu'elles expriment les mêmes valeurs et se nourrissent aux mêmes principes culturels. Verrons-nous les États-Unis, pour

répondre à l'appel du Pacifique, se tourner vers le Japon ou, au contraire, établir un partenariat avec l'Europe?

C'est une question d'autant plus grave que beaucoup, en Amérique, pensent que le Japon est véritablement fait pour assurer un système binaire fructueux. D'autant plus que dans ses discours, le président Bush s'en est pris assez vivement à la Communauté des Douze. Étant donné qu'il n'y a plus d'Union soviétique, que le cher vieil ennemi que l'on connaissait bien semble avoir disparu, on se livre à une substitution, facile, au sein des rapports Est-Ouest, celle de la Communauté à l'ancien adversaire. Bill Clinton paraît disposé à ajouter à l'agressivité de son prédécesseur. Ressurgissent parfois les vieux conflits. Il y a trente ans, les poulets américains venaient se briser contre le tarif extérieur commun de la Communauté et s'effondrer, déchiquetés, aux pieds de cette muraille douanière. Aujourd'hui, dans l'*Uruguay Round*, on retrouve ces oppositions d'intérêt à propos du blé, du soja, des services, des banques, des compagnies d'assurance, de la profession d'avocat pour laquelle les Américains estiment avoir des revendications très précises à formuler.

D'où, aux États-Unis, l'idée d'un rapprochement encore plus poussé avec le Japon. Cette vision du leadership binaire est pourtant combattue par des experts comme, notamment, le professeur Lester Thurow (du M.I.T.), pour qui le Japon est trop vulnérable pour que les États-Unis puissent se fonder sur lui pour en faire le partenaire privilégié. Nous connaissons bien les vulnérabilités du Japon. L'an dernier, dans un colloque que j'avais organisé à Monaco, l'ambassadeur du Japon en France nous disait : « On nous jalouse beaucoup à travers le monde; il est vrai que nous disposons de deux ressources naturelles incomparables : les typhons et les tremblements de terre ». En dépit de ses difficultés l'Amérique conserve de sérieux atouts : un espace, d'importantes ressources et d'une extraordinaire facilité de circulation des hommes et des capitaux. Enfin, elle peut se nourrir elle-même et nourrir, grâce à son agriculture, une partie non négligeable du reste du monde. Ce sont là des privilèges et des performances qu'à l'évidence les Japonais ne peuvent accomplir. C'est ce qui maintient la crédibilité du leadership américain. Qui, dans ces conditions, sinon l'Europe, pourrait être le partenaire naturel? Alors, de surcroît, qu'elle jouit d'une culture internationale que les Japonais n'ont pas?

De fait, en dépit des malentendus actuels, les experts convergent sur la conclusion qu'un ensemble de nations suffisamment unies et fortes peut être le partenaire adéquat et que ce ne peut être que l'Europe. Le dynamisme européen devrait être un élément moteur qui, d'ici les débuts du prochain siècle, devrait, au-delà d'un certain nombre de contradictions et d'affrontements, aboutir à un partenariat beaucoup plus conscient et mieux organisé qu'aujourd'hui.

Alors se pose la deuxième question : Que dire de l'héritage européen? De quelle Europe parlons-nous? Il est banal de rappeler qu'une frontière culturelle part de la Finlande et descend jusqu'à l'Adriatique en traversant ce que l'on appelait naguère la Yougoslavie, où elle sépare les Croates et les Serbes, passant parfois à travers un village. De ces deux Europes, l'une est en cours d'intégration, l'autre, au contraire, se morcelle. Mais un point est certain : l'Europe intégrée ne peut pas ignorer l'Europe morcelée. Car s'exerce une dialectique de l'une et de l'autre. On s'est rendu compte très vite, après la chute du Mur, que les événements qui se produisaient à l'Est ne pouvaient pas manquer d'avoir leur retentissement à l'Ouest. Bouleversements auxquels on pourrait appliquer l'observation que Valéry formulait au lendemain de la guerre de 1914-1918 : « Les oscillations du navire ont été si fortes que les lampes les mieux accrochées se sont à la fin renversées ». Il est fort malaisé de les ramasser. Encore plus de les rallumer. Car ce qui s'est écroulé, ce n'est pas

seulement l'empire soviétique (nous n'assistons pas seulement à la chute d'une idéologie à vocation universelle, ce qui est déjà un événement prodigieux), mais c'est l'empire des tsars, un empire qui était deux fois comme l'immense Chine, deux fois et demie comme le Brésil, trois fois comme les États-Unis, trente-huit fois comme la France. Sur lui s'était plaqué l'empire soviétique, sauf qu'il avait, de surcroît, annexé les pays baltes.

Au lendemain de cet événement, beaucoup d'illusions ont envahi l'opinion publique. On a méconnu cette observation de Montesquieu dans *L'esprit des lois* : « La liberté elle-même a pu être refusée par des peuples qui n'étaient pas accoutumés d'en jouir ». On découvre, aujourd'hui, que la plupart de ces peuples en Europe orientale, dans les anciennes républiques soviétiques, sont gouvernés par des équipes qui sont pratiquement celles qu'ils subissaient naguère. Il en résulte une situation assez inattendue. Nous avons perdu l'habitude des guerres en Europe; et voici que nous les retrouvons, avec, pour nous juristes de droit international, une singulière révélation : la crise de la notion de communauté internationale.

Il s'agit, on le sait, d'une notion typiquement onusienne, devenue la référence centrale du langage des Nations Unies. Dans la « communauté internationale dans son ensemble », les pays industriels voyaient un concept harmoniste, tandis que les pays en recherche de développement, qui y sont le plus attachés, y voyaient, au contraire, un concept stratège pour mettre, au nom de la solidarité qu'elle implique entre toutes les nations, à la charge des riches des devoirs envers les pauvres.

La notion de communauté est donc une approche globalisante et fort belle. Elle vient mettre en évidence l'exiguïté de la planète, l'interdépendance inévitable qui règne entre ces peuples. Cette vision planétaire s'est d'ailleurs manifestée sur le plan normatif tant dans des résolutions de l'Assemblée générale, qui vous sont familières, et qui ont fait émerger la notion d'environnement au plan international, celle de patrimoine commun de l'humanité et qui ont donné à la formulation des droits de l'homme, en dépit de toutes les violations dont ils sont quotidiennement victimes, une dimension nouvelle dans l'ordre normatif. Cette approche globale s'étend à l'activité du Conseil de sécurité, prenant en charge des problèmes de société, comme celui de la drogue, celui du terrorisme, celui de la démocratisation des régions politiques dans certains pays.

Or voici la révélation : les guerres qui dévastent l'ancienne Yougoslavie et les Républiques de l'Europe orientale se déroulent entre des adversaires dont aucun ne fait référence à la communauté internationale. Ces conflits sont « hors communauté ». Ceux qui luttent ne semblent pas vouloir admettre l'existence des Nations Unies et tolèrent mal leur intervention, même au plan humanitaire. L'un d'eux apprend dans l'indifférence qu'on l'en a chassé. Chacun ne voit que le voisin, non la communauté. Le voisin immédiat, exécuté depuis toujours.

On nous disait dans ce colloque que ces peuples cherchent leur identité : ils étaient socialistes, ils ne le sont plus. Ils étaient soviétiques, ils ne le sont plus. Ils étaient yougoslaves, ils ne le sont plus. Ils s'interrogent et ils retrouvent ce qu'ils étaient, soit avant la guerre de 1914, soit même plus volontiers, ce qu'ils étaient il y a trois siècles. Et ils déterrèrent leur identité avec la hache de guerre; ils ne découvrent pas leur identité présente, cachée par un passé impitoyable qui les a repris avec une impatience d'autant plus vive qu'ils avaient vécu dans le devenir. Ce devenir, annoncé par Marx et Lénine, ils l'attendaient comme on attend le train. Aujourd'hui le devenir est mort et les vieilles haines sont ranimées. Or le droit international n'est pas très doué pour arbitrer entre des haines. Il faut un minimum d'accord, pour qu'il puisse rendre les services qu'on attend de lui. Si bien que cette remontée des archaïsmes ouvre une brèche dans la

communauté internationale. S'y étale un archipel guerrier. Je pense, pour le définir, au titre d'un roman allemand dont la puissance d'évocation me paraît pouvoir s'appliquer à cet espace de combats, de décombres et crimes : « *Der Zumpf der Traurigkeit* », c'est-à-dire le marécage de la tristesse.

Si le devenir est mort, ceux qui mettaient leur espoir en lui se réfugient dans le passé. Le passé tient lieu de présent à ceux que le futur a trahis. La remontée des archaïsmes, c'est aussi la remontée des intégrismes. On assiste moins à la poussée du patriotisme, qui est amour des siens, qu'à la montée de la xénophobie, qui est détestation des autres. Si bien qu'on est passé de l'Histoire promesse, hégélienne, à l'Histoire héritage, porteuse de vieux conflits. Nous autres Européens connaissons bien cette Histoire-là.

Goethe, séduit par le fédéralisme, a écrit un poème à l'Amérique. Il s'écrie : « Toi l'Amérique, tu as la meilleure part, tandis que nous, peuple du vieux continent, nous demeurons avec notre inutile mémoire et nos vaines disputes ». Aujourd'hui, alors qu'à l'Ouest, les Douze ont tenté de sortir du vieux continent pour créer la nouvelle Europe, à l'Est aujourd'hui l'ancien monde prend sa revanche.

Sans doute avons-nous bien des difficultés à créer cette nouvelle Europe. Nous n'en sommes plus aux rêves qui jetaient dans l'imaginaire les images de poteaux frontières, brisés et s'entrechoquant dans les tourbillons du Rhin comme des épaves emportées vers la mer. Nous avons tout de même construit un marché commun, esquissé une union politique européenne. Certes, l'Allemagne en est le centre, mais cela vaut mieux que si elle en était à l'extérieur, tout aussi puissante et inconditionnée.

À l'Est, la confusion déconcerte l'analyste. Il s'efforce, pour tenter de la surmonter, de se raccrocher à quelques références historiques, il pense alors inévitablement à la Russie, qui est « condamnée à redevenir une grande puissance », comme l'a dit son ministre des Affaires étrangères, mais qui reste encore exposée à bien des turbulences, voire à des retours aux démons anciens plus ou moins bien déguisés.

Pour l'heure, des affrontements violents déchirent des peuples qui sont membres de la fédération russe. À l'extérieur, multiples et graves sont les conflits qui opposent les anciennes Républiques soviétiques. Dans celles-ci, 25 millions de « pieds rouges » russes occupent des postes élevés et comptent s'y accrocher.

Le monde slave ne demeure-t-il pas un enjeu pour la Russie? Qu'en est-il devenu du vieux rêve slavophile tel que Pouchkine l'exprimait : « Les ruisseaux slaves iront se fondre dans l'océan russe »? Il ne semble pas qu'à l'heure actuelle, avec cette poussée de nationalisme, les ruisseaux slaves soient disposés à cette fusion. Cependant on doit s'interroger : l'Europe slave est-elle définitivement déstructurée? Songez à l'Ukraine. Elle n'est plus russe; c'est pour les Russes un événement invraisemblable : la Russie est née à Kiev, l'Ukraine est dans l'Empire russe depuis Catherine, au XVIII^e siècle.

Aussi bien, on ne saurait négliger non plus l'attrait mutuel, manifeste dans l'Histoire, entre les Russes et les Allemands. La Deuxième Guerre mondiale ne semble pas l'avoir définitivement éteint. Dans le passé, les Allemands sont allés en Russie pour investir, construire, enseigner. Ils peuvent dans l'avenir établir avec les Russes une coopération poussée. Il semble que reste assez vraisemblable l'aveu fait par Staline, en 1931, dans une interview donnée à Emil Ludwig : « ceux que nous aimons le mieux dans notre pays se sont les Allemands ».

Dans cet embrouillamini, où les divergences semblent tout nous cacher, sommes-nous, faute de repères décisifs, à l'abandon de toute espérance? Sommes-nous ainsi livrés à cette conviction qu'il n'y a rien désormais à attendre de l'Histoire?

Vous savez bien qu'aucun homme ne peut vivre privé de toute promesse. Or cette promesse, nous croyons la percevoir. Elle vient de l'Europe. Du Québec aussi.

II. La promesse

L'Europe est une promesse depuis le début de son histoire, une promesse faite à l'homme, qu'elle n'a cessé de chercher. Diogène, avec sa lanterne, en est le symbole. Mettez Diogène à la retraite ou tuez-le, et s'en est fait de l'esprit européen. Un esprit qui, à partir de l'Europe, est en recherche de l'homme universel, de ce qui fonde sa dignité, au-delà de ses diverses incarnations. Cet esprit qui refuse l'égoïsme, a donné une civilisation d'ouverture, la civilisation occidentale. Il est banal de le rappeler : parmi tous ses messages envoyés sur le monde, l'Europe est à l'origine des deux idéologies qui se sont disputé son adhésion : celle d'Adam Smith et celle de Karl Marx. Elle a répandu les systèmes les plus contradictoires pour tenter de servir l'homme universel. Ainsi s'explique sa diffusion. Sans doute l'Europe a-t-elle eu ses périodes rouges, elle n'est pas restée à l'abri des crimes et des horreurs dont l'histoire charrie les images, mais elle a toujours eu une vertu : au sein des pires dépravations des pouvoirs, une voix s'est levée pour clamer son indignation. Depuis la plainte d'Antigone, jusqu'au cri de Bartolome de las Casas, toujours a retenti la protestation de l'homme au nom de l'homme. On constate ainsi combien est vain le problème de savoir si les droits de l'homme sont une valeur européenne ou une valeur universelle. Issus de l'Europe, ils étaient promesse pour le monde. Tocqueville l'avait bien vu : le penchant des peuples les pousse d'abord à l'égalité, mais après avoir enduré les disciplines qu'elle implique, ils en appellent à la liberté. Sur une place de Pékin, des fils de Confucius se sont fait tuer pour le ralliement qu'à leur insu ils apportaient aux réflexions d'un gentilhomme normand.

Pendant longtemps, les valeurs diffusées par l'Europe ont été reçues comme valeurs d'évidence. Cela allait de soi, quelles que fussent les prestiges des vieilles et grandes civilisations d'Asie ou d'ailleurs. L'Europe continuait à lancer ses messages, cependant que, par ailleurs, Prométhée, le vieux voleur du feu, installait ses usines et ses machines chez elle d'abord, puis, dans un grand désordre, un peu partout sur le globe.

Le fait qu'avec ses messages, l'Europe diffusât aussi les éléments de la modernité et de l'efficacité ajoutait encore au crédit qu'on lui faisait de toute part.

On envoyait ses enfants étudier dans les universités d'Europe ou d'Amérique du Nord puisqu'ainsi se mettait en place à partir de ce qui avait été la culture européenne, une culture occidentale, euroéo-américaine.

On peut aujourd'hui se demander si cette diffusion universelle se poursuit toujours, si ce message d'évidence est reçu comme tel, ou si au contraire, dans un monde qui s'est compartimenté, l'Europe n'est pas réduite à une région de la pensée. N'est-on pas passé des valeurs d'évidence, et donc universelles, à des valeurs de référence régionale, propres à une partie bien déterminée du monde?

Cela est venu tout naturellement à l'esprit des non-Européens. Or une idée germaît depuis longtemps en Europe. Elle était exprimée par les penseurs de la contre-Révolution, comme Joseph de Maistre ou comme Edmund Burke. Pour eux, le siècle des Lumières a déployé l'idée d'un homme abstrait. Or, comme disait Joseph de Maistre : « Je sais, grâce à Monsieur de Montesquieu, qu'il existe des Persans, mais l'homme en soi, je ne l'ai jamais rencontré ». Ce sera aussi l'opinion de l'école romantique allemande dont les tenants, pour des

raisons politiques évidentes, viendront opposer à l'homme théorique, l'homme concret, de tel pays, de telle nation, avec ses racines, son passé, sa culture. Ainsi s'est constituée toute une vision relativiste qui, née en Europe, devait être reçue et défendue à l'extérieur, spécialement dans les pays décolonisés, ardents à revendiquer leurs identités propres. Durant la seconde moitié du XX^e siècle, cette relativité des systèmes socioculturels a été reprise sur d'autres bases, par des Européens comme Claude Lévi-Strauss et Michel Foucault, et a été largement propagée. Cette révolution copernicienne a une portée radicale : dès lors que chaque système est valeur de référence, il n'y a plus de centre.

Aujourd'hui chacun veut être vu comme il se voit. C'est un besoin ressenti chez tous les peuples. Une volonté aussi généralisée à l'heure actuelle s'explique par le besoin de déhiérarchiser les systèmes socioculturels. Le risque est d'aboutir à un morcellement où chacun se replierait sur soi au nom de sa personnalité. À ce moment-là, on arriverait à ce qui se produit dans certains pays : à l'intégrisme, à l'exclusivisme, à la xénophobie et au racisme.

L'Europe est aujourd'hui une référence régionale, mais, comme telle, on l'invoque partout, si bien qu'elle reste toujours universelle sur le mode, non l'évidence, de la référence. En réalité de tous côtés on n'en finit pas de la regarder et de se définir par rapport à l'Europe.

Aussi bien ce regard universel se porte non plus sur la seule Europe, mais sur l'Occident. Depuis déjà longtemps l'on pense en termes d'Occident. Oswald Spengler, Karl Jaspers, Ortega y Gasset, d'autres, ont prophétisé le déclin de l'Occident. Mais est-il si réel? À vrai dire, l'expansion culturelle de l'Occident n'est plus celle qui allait de pair avec les expansions impériales ou coloniales. C'est la diffusion d'un certain esprit, d'une singulière puissance de contestation.

On a beaucoup reproché à la pensée européenne, en raison de l'aventure coloniale à laquelle elle a participé, sa tendance à l'assimilation. Les autres peuples qui, au début, étaient prêts à l'accepter comme une promotion, ont estimé que le colonisateur ne pratiquait qu'une assimilation tronquée. Puis, ils ont déclaré n'en plus vouloir du tout, leur seul désir étant d'être eux-mêmes. La revendication d'indépendance vint conclure ce mouvement. Dans ce monde si petit, où le problème majeur est un problème de cohabitation, il faut que l'on s'accepte tel qu'on est. Nulle nation ne doit prétendre assujettir une autre à sa forme de pensée.

Ce n'est pas à dire que chacun doive se cadenasser dans sa culture. Le rêve d'une autosuffisance orgueilleuse, dans les temps actuels, est ridicule. Comme l'individu, un peuple ne s'accomplit que dans la relation. Les hommes doivent coopérer pour gérer le Royaume de la Terre. Si, entre systèmes socioculturels, les valeurs ne se convertissent pas, en revanche, dans l'ordre des comportements et des produits, les échanges sont possibles et effectifs. À cet égard, l'Occident, sans conserver le monopole de l'efficacité, en demeure le modèle originel, et les pays qui, comme le Japon, sont parvenus à l'égaliser, voire à le dépasser dans certaines technologies, ont dû passer d'abord par l'imitation de ses technologies.

Pour autant, il me paraît aberrant que l'on ait pu écrire aux États-Unis, un livre pour indiquer que l'Histoire est finie en raison de l'avènement du capitalisme américain à son stade suprême d'accomplissement.

Dans le monde socialiste, on a cru qu'elle s'arrêterait dans la société marxiste-léniniste. La prophétie du vieil Hegel annonçant la fin de l'Histoire séduit toujours les esprits mécanistes : voici que maintenant, on vient nous annoncer une fin de l'histoire portée par le libéralisme, à l'Occidentale. C'est tout aussi ridicule. L'Histoire ne s'arrêtera pas avant que le soleil n'ait lancé

ses derniers rayons. (À moins que les hommes qui ont ravi à Dieu, aujourd'hui, la faculté de détruire l'humanité, ne consentent ce crime).

Or, au stade actuel, parmi les divers courants de pensée européenne, émerge une tendance qui est d'ailleurs peut-être encore minoritaire au sein de l'Occident, mais dont la singulière vivacité et le dynamisme percutant, marquent la renaissance d'un esprit critique, d'une contestation permanente qui attaque à la racine toutes les idoles politiques et sociales. Aussi bien les idoles de Marx, que celles de Monsieur Fukuyama. Elle s'en prend à tous les produits idéologiques, car l'idéologie, c'est l'idolâtrie de l'idée, la glaciation de la pensée.

Les sciences de la connaissance durant ces dernières décennies nous ont appris la fragilité des certitudes, auxquelles, autrefois, les scientifiques au contraire, adhéraient avec tant de vanité. On a bien connu ces messieurs Homais, satisfaits de la vérité acquise dans les laboratoires. Or voilà que l'on nous révèle la fin des certitudes et que le doute est fécond. Que toute vérité, dès lors qu'elle se fixe, est une erreur. Que la vérité n'est pas ce qui s'affirme, mais ce qui se cherche. Nous sommes en présence d'un mouvement qui conduit l'attitude du savant d'aujourd'hui, de celui qui, selon Bachelard, définit le progrès scientifique comme d'une « rectification continue du savoir ». S'il en est ainsi de la vérité scientifique, toute vérité politique ou économique ne peut être que provisoire.

Cette disposition de l'esprit n'est pas le scepticisme, car on sait que la vérité existe. Mais on ne se satisfait pas des conclusions obtenues; on est beaucoup plus exigeant que naguère. Cette exigence se manifeste même dans la religion, où l'on encourage la recherche théologique. Ouvrir la voie de l'approfondissement conduit à abattre les monuments élevés trop vite à des idoles vite déconsidérées.

Ce type-là de message a un effet perturbateur. Il est très mal reçu dans les pays ou dans les milieux où l'on invoque la persistance de l'éternel hier, la tradition, où l'on s'installe dans des systèmes clos. Le désarroi produit par l'ébranlement des idoles est tel qu'il peut susciter les réactions les plus violentes pour faire taire ces voix inquiétantes, qui professent la créativité du doute qui relance la recherche. C'est célébrer non l'éternel retour mais l'éternelle relance. Si bien que l'Europe et l'Occident récupèrent ainsi l'universalisme sur le mode du doute créateur. Ce type de vérité en perpétuelle recherche, qui s'attaque à toutes les clôtures et aboutit au rejet de tous les blocages, nous fait passer de l'Histoire-promesse, et de l'Histoire-héritage, également récusées, à l'Histoire-aventure, ouverte sur une enquête continue, toujours réanimée.

Mais qui ne voit qu'avenir et incertitude renvoient à notre liberté et à notre intelligence. À notre conscience aussi. Nous sommes, en ces temps difficiles, en état d'alerte. Nous devons comprendre et faire comprendre, notamment à l'Est, que la liberté est un risque.

Dans ce monde qui ne peut pas avoir de sens, nous cherchons à trouver non pas une direction inévitable, assignée par le devenir, mais des signes. L'Occident en a produit beaucoup. Il a notamment lancé le signe de l'homme, égal en dignité à tous les autres hommes. C'est là un signe de convergence à l'heure présente. En dépit des injures qui lui sont faites, se répand sur le monde l'idée d'une légitimité fondée sur une conception de la démocratie comme justification de la non-discrimination. On nous a montré, au cours de ces journées d'étude que ce principe informe le droit de l'environnement, les droits de l'homme, l'assistance humanitaire.

Cette idée, généralisée aujourd'hui au plan normatif, réjouit un vieil apologue, celui du bon Samaritain. La raison de sa persistance dans la mémoire, à travers tant de siècles, tient sans doute

à la charité du personnage. Mais il tire son exemplarité incomparable du fait qu'à aucun moment, il ne s'interroge sur l'identité de celui auquel il porte secours. C'est un homme, et cela lui suffit.

Un tel signe en appelle toujours à notre conscience. En Europe, comme en Amérique. Ailleurs aussi.

Dans cette vision, l'homme est une réalité en train de se faire. Ou de se défaire. Tel est l'enjeu de sa liberté. Nos deux continents ont connu et connaîtront encore le jeu de forces régressives, mais ils ont aussi une longue expérience de l'exigence de conscience, même s'ils ne l'ont pas toujours suivie. Elle devrait leur permettre d'aider l'humanité à courir ce risque de l'incertitude et de la liberté.

Le vieux continent doit surmonter la funeste mémoire qui entretient ses vaines disputes.

Nos deux continents, que l'on croyait en dérive, voilà qu'ils se rapprochent et se rencontrent dans la même mission.

Et dans cette rencontre, on ne saurait négliger le Québec. La géographie l'a particulièrement bien placé pour assurer un singulier ministère : être un chaînon vivant et inspiré. Car vous êtes des hommes du Nouveau Monde, mais vous avez conservé les signes que vous tenez de l'Ancien. Vous assumez un double héritage, mais la promesse du Nouveau vous projette dans le devenir. Vous descendez de ceux qui ont osé partir, de ces marins impatients de courir au-delà de la dernière vague. Et qui, un jour, abordèrent enfin aux rivages de l'hiver.

Vous ne les trahissez pas. Vous êtes toujours en partance. Pour vous, l'idée du passé n'a d'autre sens que de raviver la passion du futur. Fils de Cartier et de Champlain, vous avez encore, vous aurez toujours de grands départs inassouvis en vous.